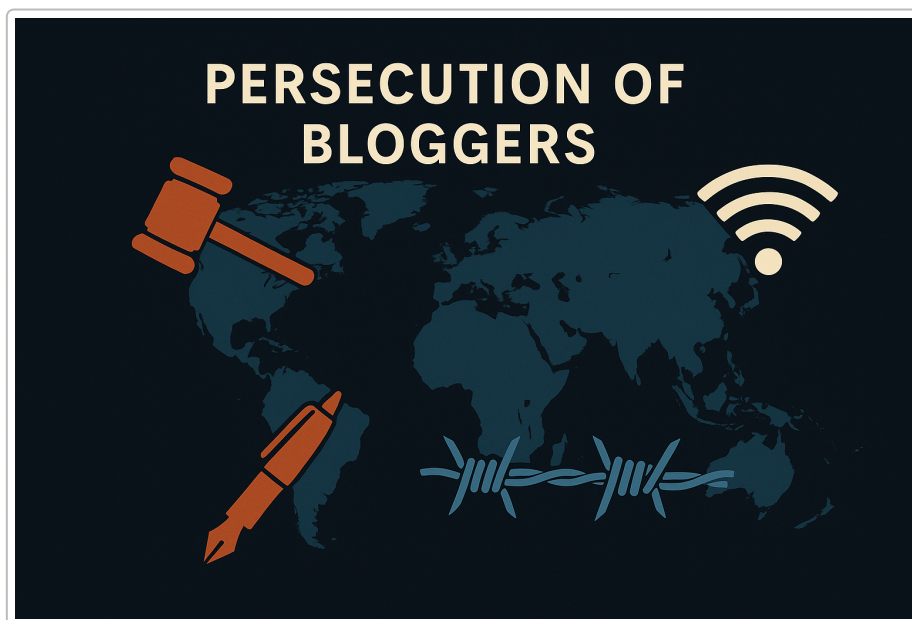


Persécution des blogueurs à travers le monde



Introduction

Les blogueurs sont devenus des voix essentielles dans l'écosystème de l'information : ils publient des opinions, des enquêtes et des commentaires qui échappent souvent aux circuits médiatiques officiels. Dans de nombreux pays, cette parole indépendante est perçue comme une menace par les gouvernements ou par des acteurs non-étatiques (groupes extrémistes, entreprises, figures politiques). La persécution des blogueurs se manifeste par des arrestations arbitraires, des procès bâclés, des pressions psychologiques ou, dans certains cas, des violences physiques allant jusqu'au meurtre. Le tour d'horizon qui suit s'appuie sur des sources récentes et fiables pour illustrer la diversité des contextes de répression et montrer pourquoi ces écrivains en ligne sont pris pour cible.

Contextes et mécanismes de répression

Lois vagues et infractions « élastiques »

Dans beaucoup de pays, les autorités se servent de dispositions pénales floues pour criminaliser l'expression en ligne :

- **Vietnam** – L'article 331 du code pénal sanctionne les actes « portant atteinte aux intérêts de l'État ». Ce texte, au libellé extrêmement large, a permis de condamner au moins 124 personnes entre 2018 et février 2025, contre 28 sur la période 2011-2017 ¹ . Les condamnés sont des avocats, des militants pour les droits fonciers ou des citoyens ordinaires qui publient des vidéos ou des messages critiques sur les réseaux sociaux ² .
- **Jordanie** – La nouvelle loi sur la cybercriminalité de 2023 permet au procureur de poursuivre une personne sans plainte préalable dès lors que l'affaire implique des « figures ou entités gouvernementales ». Les infractions comme la « diffusion de fausses nouvelles », la

« provocation de discorde » ou le « manque de respect pour les religions » sont punies sévèrement, ouvrant la voie à la poursuite de dizaines d'internautes ³. Amnesty International a documenté au moins quinze personnes poursuivies pour avoir critiqué les autorités en ligne ⁴.

- **Iran** – Le 6 juin 2024, la police cybernétique a arrêté le blogueur et éditeur Hossein Shanbehzadeh pour espionnage après qu'il a répondu par un simple point à une publication du Guide suprême sur X/Twitter. Selon le Comité de protection des journalistes (CPJ), son message a reçu plus de réactions que la publication originale, et il est désormais détenu sans pouvoir engager d'avocat ⁵.
- **Biélorussie** – La législation sur l'« extrémisme » adoptée en 2021 est utilisée pour qualifier de terroristes les médias indépendants. En septembre 2025, le journaliste Ihar Ilyash a été condamné à quatre ans de prison pour « promotion d'activités extrémistes » et « discrédit du pays » ⁶. Les autorités ont également arrêté le blogueur Kiryl Pazniak pour avoir animé des débats sur YouTube ⁷.

Propagande, diffamation ou insultes à l'autorité

La criminalisation des propos jugés diffamatoires, insultants ou anti-étatiques est un outil courant de répression :

- **Kazakhstan** – En janvier 2025, le blogueur satirique Temirlan Ensebek a été inculpé pour « incitation à la discorde interethnique » après avoir publié un faux communiqué sur Instagram. Amnesty International souligne que son arrestation est politiquement motivée et liée à ses activités militantes ⁸.
- **Russie** – Le blogueur militaire Andreï Kurshin, pourtant favorable à l'invasion de l'Ukraine, a été condamné à 6,5 ans de colonie pénitentiaire en août 2024 pour avoir diffusé des « fausses nouvelles » sur l'armée. Cette affaire illustre que même les voix pro-gouvernementales risquent des poursuites si elles critiquent les hauts gradés ⁹.
- **Turquie** – En août 2024, une femme interrogée dans la rue par un YouTuber a été arrêtée pour « incitation à la haine » et « insulte au président » après avoir déclaré que le président n'avait pas le droit d'interdire Instagram. La plate-forme avait été temporairement bloquée par les autorités et son rétablissement n'a pas empêché la poursuite judiciaire ¹⁰.
- **Philippines et Nigeria** – Les lois sur la cyber-diffamation servent de prétexte à des arrestations sporadiques de vloggers ou de citoyens critiques. Au Nigeria, un éditorial cite plusieurs cas d'internautes arrêtés en 2024-2025 pour avoir critiqué des gouverneurs. La jeune Hamdiyya Sidi, 18 ans, a été arrêtée et poursuivie en septembre 2024 après avoir publié une vidéo dénonçant l'inaction du gouverneur face à l'insécurité ¹¹. Dans un contexte similaire, des affaires de cyberstalking et de diffamation sont menées contre des avocats et des journalistes ¹².

Armes contre les militants et les minorités

Les blogueurs qui appartiennent à des minorités religieuses, ethniques ou qui dénoncent des injustices sociales paient souvent un prix élevé :

- **Tunisie** – L'avocate et chroniqueuse Sonia Dahmani a été arrêtée en mai 2024 et fait face à cinq procédures distinctes sous le décret 54 pour « fausses nouvelles ». Ce texte est devenu l'outil privilégié du président Kaïs Saïed pour museler la dissidence. La blogueuse a décrit des conditions de détention dégradantes : manque d'hygiène, privations de nourriture et absence totale de soins ¹³ ¹⁴.
- **Chine** – Le développeur et blogueur Ruan Xiaohuan, connu sous le pseudonyme « Program-Think », a été condamné en mars 2023 à sept ans de prison pour « incitation à la subversion ». Il animait un blog sur la censure et traduisait des articles étrangers. Le verdict relève qu'aucun écrit précis n'a été cité à l'audience et que les autorités l'ont détenu près de deux

ans avant le procès ¹⁵ . Les avocats désignés par l'État n'ont pas informé sa famille et l'appel a été entravé ¹⁶ .

- **Iran** – Outre Shanbehzadeh, d'autres journalistes ont été arrêtés pour avoir critiqué les autorités ou rapporté un crash d'hélicoptère. CPJ signale que l'Iran comptait au moins 17 journalistes emprisonnés en 2023 ¹⁷ .
- **Soudan** – En mai 2025, le blogueur Abduljalil Mohamed Abduljalil a été arrêté sans mandat par l'armée soudanaise pour avoir publié sur Facebook des accusations de corruption visant l'administration du pèlerinage. Il a été placé au secret et ses publications supprimées ¹⁸ .
- **Ouzbékistan** – La libération anticipée du blogueur Otabek Sattoriy n'a pas mis fin aux pressions. La CIVICUS Monitor rappelle que malgré certaines libérations, les autorités continuent d'arrêter des activistes pour avoir contesté des décisions du gouvernement ¹⁹ .

Violence physique et assassinats

Dans certaines régions, la censure prend la forme d'une violence directe :

- **Bangladesh** – Entre 2013 et 2016, des groupes extrémistes liés à Al-Qaïda ou à l'État islamique ont assassiné plusieurs blogueurs laïques. Le plus médiatisé est le meurtre d'Avijit Roy, ingénieur et écrivain bangladesho-américain, tué à la machette en février 2015 pour avoir critiqué l'extrémisme religieux. Un tribunal de Dacca a condamné à mort cinq membres du groupe Ansar Ullah Bangla Team en 2021 ²⁰ . Ces attaques illustrent que la persécution des blogueurs ne vient pas uniquement des États.
- **Arabie Saoudite** – Le blogueur Raif Badawi a été arrêté en 2012 pour avoir lancé un forum en ligne sur des sujets de société et d'actualité. En 2014, il a été condamné à dix ans de prison, à une amende d'un million de riyals et à 1 000 coups de fouet pour « insulte à l'islam ». Amnesty International souligne que son maintien en détention au-delà de la fin officielle de sa peine montre le mépris des autorités pour la liberté d'expression ²¹ .
- **Égypte** – L'auteur et militant Alaa Abdel Fattah, figure emblématique du printemps arabe, purge depuis 2014 une succession de peines pour « diffusion de fausses nouvelles ». RSF rappelle qu'il a été condamné en 2021 à cinq ans de prison malgré des années de détention préventive, et qu'il reste derrière les barreaux alors qu'il devrait être libéré depuis septembre 2026 ; le cas illustre l'instrumentalisation du système judiciaire pour maintenir un opposant en prison ²² .

Tableau : cas représentatifs

Pays/année	Blogueur ou cas	Motifs de la persécution
Kazakhstan (2025)	Temirlan Ensebek (Qaznews24)	Satire politique accusée d'« incitation à la discorde interethnique » ⁸
Vietnam (2018-2025)	Divers activistes et blogueurs	Utilisation de l'article 331 pour punir ceux qui « portent atteinte aux intérêts de l'État » ¹
Iran (2024)	Hossein Shanbehzadeh	Arrêté pour « espionnage » après un message sarcastique ; refus d'accès à un avocat ⁵
Biélorussie (2025)	Ihar Ilyash et Kiryl Pazniak	Poursuivis pour « extrémisme » et « discrédit » de l'État ²³

Pays/année	Blogueur ou cas	Motifs de la persécution
Jordanie (2023-2024)	Moutaz Awwad, Hiba Abu Taha, Fatima Shubeilat	Cybercriminalité : diffusion de « fausses nouvelles », « provocation de discorde » et critiques pro-Palestine ²⁴ ²⁵
Nigeria (2024)	Hamdiyya Sidi	Cyberstalking/diffamation après une vidéo critiquant un gouverneur ¹¹
Chine (2023)	Ruan Xiaohuan (« Program-Think »)	Condamné pour « incitation à la subversion », blogue sur la censure ¹⁵
Arabie Saoudite (2014-2022)	Raif Badawi	Forum de débats jugé blasphématoire ; dix ans de prison et mille coups de fouet ²¹
Égypte (2014-2024)	Alaa Abdel Fattah	Accusé de « fausses nouvelles » ; longue détention malgré la fin de sa peine ²²
Bangladesh (2015)	Avijit Roy et d'autres blogueurs laïcs	Assassinats par des extrémistes islamiques ²⁰

Pourquoi les blogueurs sont-ils persécutés ?

- 1. Critique des autorités et dénonciation de la corruption** – Les blogueurs s'expriment souvent sur des abus de pouvoir ou des affaires de corruption. La dénonciation du clientélisme dans une agence du pèlerinage soudanais a valu à Abduljalil Mohamed Abduljalil d'être arrêté en mai 2025 ¹⁸. En Russie et en Biélorussie, les critiques des dirigeants militaires ou politiques sont assimilées à des « fausses nouvelles » ou à de l'« extrémisme » ⁹ ⁶.
- 2. Protection de l'image du régime** – Les lois anti-diffamation, les dispositions contre la « propagande » ou l'« insulte au président » servent à punir toute atteinte à l'honneur des chefs d'État. En Turquie, une femme a été incarcérée pour avoir contesté le pouvoir d'interdire Instagram ¹⁰. En Égypte et en Arabie Saoudite, les blogueurs emblématiques sont maintenus en prison pour dissuader les critiques ²² ²¹.
- 3. Contrôle de l'espace public numérique** – Les gouvernements restreignent l'usage des réseaux sociaux et des blogs par des lois sur la cybercriminalité, comme en Jordanie ou au Nigeria ³ ¹¹. Les plateformes peuvent être bloquées ou surveillées, et les internautes poursuivis pour « fausses nouvelles » ou « provocation de discords ».
- 4. Religions et mœurs** – Dans des pays où la religion est étroitement liée à l'État, des contenus jugés blasphématoires peuvent entraîner de lourdes peines. Raif Badawi a été condamné pour avoir créé un forum de débats considéré comme une « insulte à l'islam » ²¹. Au Bangladesh, plusieurs blogueurs laïcs ont été assassinés par des groupes islamistes pour avoir défendu la laïcité ou critiqué l'extrémisme ²⁰.
- 5. Campagnes de harcèlement par des acteurs non-étatiques** – Outre les poursuites officielles, certains blogueurs deviennent la cible de campagnes d'intimidation ou de violence orchestrées par des milices, des groupes religieux ou des partisans de régimes autoritaires. Ces campagnes visent à instaurer l'autocensure et à semer la peur parmi les communautés en ligne.

Synthèse

La persécution des blogueurs est un phénomène mondial. Elle n'est pas confinée à une aire géographique ou à un régime politique particulier : des démocraties en crise (Jordanie, Nigeria), des régimes autoritaires (Russie, Biélorussie, Vietnam, Iran), des monarchies conservatrices (Arabie Saoudite) et des contextes de guerre (Soudan) sont tous concernés. Les motifs varient – protection du pouvoir, moralité religieuse, contrôle de l'espace numérique, lutte contre les « fausses nouvelles » – mais les conséquences sont les mêmes : la réduction du pluralisme et de la liberté d'expression.

Même lorsqu'ils ne sont pas spécialement militants, les blogueurs sont devenus des symboles de résilience démocratique. Leur persécution rappelle l'importance d'un cadre juridique clair et conforme aux normes internationales pour protéger la liberté d'expression, ainsi que la nécessité d'un soutien international pour ceux qui risquent leur liberté – voire leur vie – pour s'exprimer.

- 1 2 **"We'll All Be Arrested Soon": Abusive Prosecutions under Vietnam's "Infringing on State Interests" Law | HRW**
<https://www.hrw.org/report/2025/04/21/well-all-be-arrested-soon/abusive-prosecutions-under-vietnams-infringing-state>
- 3 4 24 25 **Jordan: New Cybercrimes Law Stifling Freedom of Expression One Year On | Amnesty International USA**
<https://www.amnestyusa.org/press-releases/jordan-new-cybercrimes-law-stifling-freedom-of-expression-one-year-on/>
- 5 17 **Iranian journalist Hossein Shanbehzadeh, others imprisoned ahead of presidential election - Committee to Protect Journalists**
<https://cpj.org/2024/06/iranian-journalist-hassan-shanbehzadeh-others-imprisoned-ahead-of-presidential-election/>
- 6 7 23 **Belarus uses 'extremism' charges to jail a journalist for 4 years, detain another - Committee to Protect Journalists**
<https://cpj.org/2025/09/belarus-uses-extremism-charges-to-jail-a-journalist-for-4-years-detain-another/>
- 8 **Urgent Action: SATIRICAL BLOGGER ARRESTED FOR POST [Kazakhstan 21.25]**
<https://www.amnestyusa.org/urgent-actions/urgent-action-satirical-blogger-arrested-for-post-kazakhstan-21-25/>
- 9 **Russian military blogger jailed for 6.5 years for "fake news" | Reuters**
<https://www.reuters.com/world/europe/russian-military-blogger-jailed-65-years-fake-news-2024-08-07/>
- 10 **Turkish woman arrested for criticising Instagram ban, media says | Reuters**
<https://www.reuters.com/world/middle-east/turkish-woman-arrested-criticising-instagram-ban-media-says-2024-08-13/>
- 11 12 **Governors, imbibe tolerance – Daily Trust**
<https://dailytrust.com/governors-imbibe-tolerance/>
- 13 14 **'They want to break her': A Q&A with jailed Tunisian commentator/lawyer Sonia Dahmani's sister | IAPL Monitoring Committee on Attacks on Lawyers**
<https://defendlawyers.wordpress.com/2025/09/29/they-want-to-break-her-a-qa-with-jailed-tunisian-commentator-lawyer-sonia-dahmanis-sister/>
- 15 16 **Chinese blogger Ruan Xiaohuan sentenced to 7 years in prison - Committee to Protect Journalists**
<https://cpj.org/2023/03/chinese-blogger-ruan-xiaohuan-sentenced-to-7-years-in-prison/>
- 18 **Sudanese blogger Abduljalil Mohamed Abduljalil detained over corruption reporting - Committee to Protect Journalists**
<https://cpj.org/2025/05/sudanese-blogger-abduljalil-mohamed-abduljalil-detained-over-corruption-reporting/>
- 19 **Uzbekistan: Pressure on bloggers and journalists continues, including on Karakalpak activists - Civicus Monitor**
<https://monitor.civicus.org/explore/uzbekistan-pressure-on-bloggers-and-journalists-continues-including-on-karakalpak-activists/>
- 20 **Bangladesh court sentences five to death for killing US blogger | News | Al Jazeera**
<https://www.aljazeera.com/news/2021/2/16/bangladesh-court-sentences-five-to-death-for-killing-us-blogger>
- 21 **Saudi Arabia: Blogger Raif Badawi, arbitrarily detained beyond his sentence, must be immediately released - Amnesty International**
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/03/saudi-arabia-blogger-raif-badawi-arbitrarily-detained-beyond-his-sentence-must-be-immediately-released/>
- 22 **RSF calls on Egypt to immediately release British-Egyptian blogger Alaa Abdel Fattah | RSF**
<https://rsf.org/en/rsf-calls-egypt-immediately-release-british-egyptian-blogger-alaa-abdel-fattah>